

DEPARTEMENT DU VAUCLUSE
COMMUNE DE PERNES LES FONTAINES

ENQUETE PUBLIQUE
du 11 Mars au 12 Avril 2019

relative à

**A - LA REVISION ET LA TRANSFORMATION
DE LA ZONE DE PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL
ET PAYSAGER EN AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE
ET DU PATRIMOINE**

**B - LA CREATION DE DEUX PERIMETRES DELIMITES
DES ABORDS CONCERNANT
LE CENTRE HISTORIQUE DE PERNES ET DE L'ERMITAGE SAINT ROCH
ET
L'EGLISE DES VALAYANS**

RAPPORT
CONCLUSIONS ET AVIS

Arrêté municipal en date
du 11 Février 2019

Bernard FAGUET
Commissaire enquêteur

Destinataires :
Monsieur le Préfet de Vaucluse
Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nîmes

SOMMAIRE

<i>Première partie</i>	3
A- <i>Objet et procédure de l'enquête</i>	3
1-Présentation de l'enquête	3
11 – Responsables des projets	3
12- Objet de l'enquête publique unique	3
13- Cadre juridique de l'enquête.....	3
2 -NATURE ET CRACTERISTIQUES DU PROJET	5
21 Cadre général.....	5
21-1 Les projets soumis à enquête.....	5
21.2- Composition des dossiers soumis à enquête.	6
21-3 Historique de la démarche réglementaire du projet.	6
22- Le projet de création d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine. 7	
23- Le projet de création de deux périmètre des abords.....	7
3- Organisation et déroulement de l'enquête	8
31- Préparation de l'enquête	8
32- L'information DU commissaire enquêteur.....	8
33- Publicité de l'enquête.....	9
34- L'information du public	9
35- Le déroulement de l'enquête.....	11
41 Avis des personnes publiques associées	13
42 Observations du registre d'enquête	16
<i>Deuxième partie</i>	19
A- <i>Conclusions motivées et avis du commissaire enquêteur sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme</i>	19
3- L'information, la participation et l'expression du public	22
31- L'information du public	22
32- La participation et l'expression du public.....	22
4-L'utilité publique du projet	24
41- L'intérêt public poursuivi par le projet.....	24
42- La prise en compte des objectifs environnementaux	24
Avis du commissaire enquêteur	24
Avis du commissaire enquêteur	25
L'ERMITAGE SAINT ROCH et de L'EGLISE DES VALAYANS	25

PREMIERE PARTIE

A- OBJET ET PROCEDURE DE L'ENQUETE

1-PRESENTATION DE L'ENQUETE

11 – RESPONSABLES DES PROJETS

Monsieur Pierre GABERT, maire de la commune de PERNES LES FONTAINES
Monsieur le Préfet de la région Provence Alpes Cote d'Aur

12- OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

L'enquête porte sur :

- a - la révision et la transformation de la zone de protection du patrimoine architectural et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine
- b - la création de deux périmètres de limites des abords concernant le centre historique de Pernes et de l'ermitage Saint Roch et l'église des Valayans

13- CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUETE

Décision du vice-président du tribunal administratif de Nîmes.

Décision N° E19000004/84 (annexe n°1), en date du 15 janvier 2019 désignant Pierre-Bernard FAGUET en qualité de commissaire enquêteur pour conduire la procédure d'enquête publique ayant pour objet « la révision et la transformation de la zone de protection du patrimoine architectural et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ainsi que la création de deux périmètres de limites des abords concernant le centre historique de Pernes et de l'ermitage Saint Roch et l'église des Valayans, sur la commune de Pernes Les Fontaines.
c/Arrêté de Monsieur le maire de la commune de PERNES LES FONTAINES

Arrêté n° AR/31/2.1/2019-268 de Monsieur Pierre GABERT, maire de la commune de Pernes Les Fontaines, en date du 11 Février 2019,

« prescrivant une enquête publique unique relative à la révision et la transformation de la zone de protection du patrimoine architectural et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ainsi que la création de deux périmètres de limites des abords concernant le centre historique de Pernes et de l'Ermitage Saint Roch et l'église des Valayans » sur la commune de Pernes Les Fontaines (annexe n°2),

Enquête publique et procédure d'élaboration des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de création et de modification du périmètre des abords.

Le dispositif des "Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine", introduit par les articles L.642-1 à L.642-10 du code du patrimoine par l'article 28 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement (loi ENE dite "Loi Grenelle II") se substitue désormais à celui des "Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager".

A compter de l'entrée en vigueur de cette loi (14 juillet 2010), les ZPPAUP existantes ne continueront à produire effet que pendant une durée de cinq ans. Avant cette échéance, elles doivent être transformées en AVAP ou retomberont sous le régime des protections antérieures (abords des MH, sites inscrits...) lorsqu'elles préexistent. L'AVAP est à l'initiative de la commune, sur tout espace présentant un intérêt patrimonial. C'est une servitude d'utilité publique annexée au PLU, qui comprend au sein d'un périmètre délimité, un règlement, contenant des prescriptions, visant la mise en valeur du bâti et des paysages en y intégrant les objectifs de développement durable.

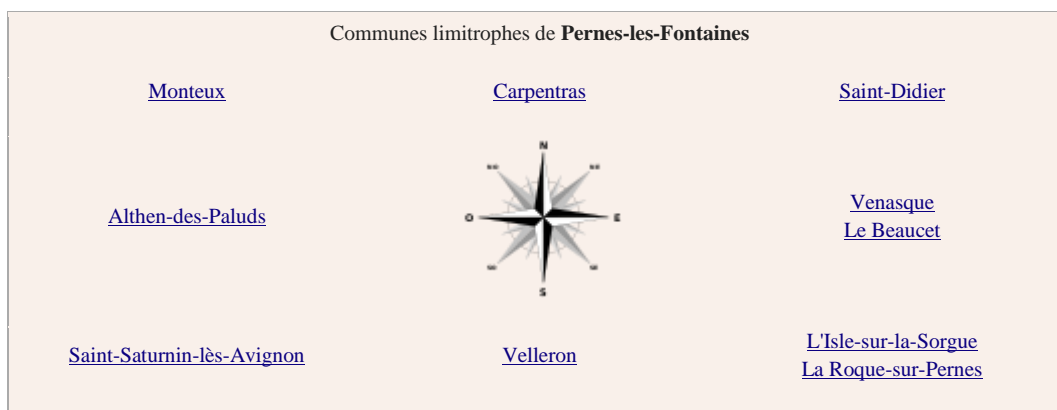
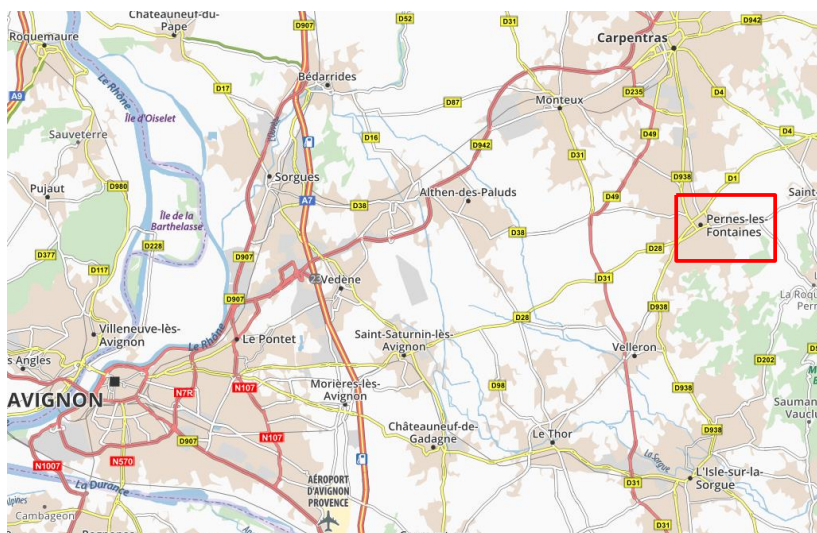
La procédure de projet de création et de modification du périmètre des abords est régie par les articles L-153-31 et R621-93 du Code du Patrimoine.

« Art. L. 621-31. – Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L. 621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale.

2 -NATURE ET CRACTERISTIQUES DU PROJET

21 CADRE GENERAL

La commune de PERNES LES FONTAINES, d'une surface totale d'environ 5112 hectares se situe dans le département de Vaucluse, à 26 kilomètres à l'est d'Avignon et 8 kilomètres au sud de Carpentras. L'extrait de carte, repris ci-dessous, donne des précisions complémentaires.



La commune de PERNES LES FONTAINES fait partie de la communauté de communes dite Les Sorgues du Comtat

21-1 LES PROJETS SOUMIS A ENQUETE.

Le projet d'*Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine* présenté, résulte de la procédure de classement décidée par délibérations du conseil municipal en date du 24 juillet 2012 et du 29 Octobre 2015. Le projet Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine a été débattu et arrêté en conseil municipal le 14 juin 2018.

Le projet de *création de deux Périimètre des Abords*, proposé par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France, a reçu un avis favorable du Conseil Municipal de la commune de Pernes Les Fontaines , le 17 décembre 2018.

21.2- COMPOSITION DES DOSSIERS SOUMIS A ENQUETE.

Le dossier soumis à enquête est composé des documents récapitulés ci-dessous :

N°	DESIGNATION	Date	Nb de pages
1	Registre d'enquête		23
1 bis	Arrêté n° AR/31/2.1/2019-268	11/02/2019	4
2	Note de présentation non technique	non daté	2
	PROJET D'AVAP		
3	Délibération du 14 juin 2018		
4	rapport de présentation du projet d' AVAP		144
5	Règlement AVAP		5
6	Documents graphiques		3
7	Diagnostic patrimonial		439
8	Diagnostic environnemental		84
9	Intérêt du bâti intra muros		200
10	Fiches d'enquête à l'immeuble		294
11	Inventaires de 'Campagnes pernoises'		45
12	Typologies architecturales		25
13	Bilan de la concertation		39
14	Compte rendu de la commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture.		
15	Avis des personnes publiques associées		8
	PROJETS DE PDA		
16	Courrier de saisine de l'Architecte des Bâtiments de France		3
17	PDA du centre historique et de l'ermitage Saint Roch.		47
18	PDA des abords de l'église des Valayans		11
19	Délibération du 17 décembre 2018		3

21-3 HISTORIQUE DE LA DEMARCHE REGLEMENTAIRE DU PROJET.

Démarches préalables à l'ouverture de l'enquête publique : la concertation du public.

La concertation, analogue à celle concernant les PLU, est régie par les dispositions des articles L 642-3 du code du Patrimoine.

Par délibération du 24 juillet 2012, le conseil municipal de Pernes Les Fontaines a décidé de définir les modalités de la concertation avec la population, à savoir :

- Insertion dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune.
- Exposition permanente alimentée au fur et à mesure de l'avancement de la procédure.
- Mise à disposition d'un registre de recueil des observations de la population.
- Tenue de deux ateliers participatifs.
- Réunion publique.
- Edition d'un dépliant explicatif.

Le tableau ci-dessous permet d'évaluer, de manière non exhaustive, l'action conduite en la matière :

Publications	
16/02/2016 – Presse locale	annonce de l'affichage municipal
Bulletin municipal n°82	octobre-décembre 2015
Bulletin municipal n°83	printemps 2016
Articles sur le site internet	
Exposition permanente	à compter du 26 octobre 2015
Registre de recueil des avis	à compter du 26 octobre 2015 Aucune remarque recueillie
Comité consultatif Tourisme Patrimoine et Culture	
Ateliers participatifs	
Lettres recues en mairie	néant

22- LE PROJET DE CREATION D'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE.

Le projet d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine affiche les objectifs suivants :

- se conformer aux dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement.
- déterminer un périmètre permettant de répondre aux nouveaux enjeux patrimoniaux et environnementaux
- adapter les règles aux enjeux de chaque secteur à protéger et à mettre en valeur.

23- LE PROJET DE CREATION DE DEUX PERIMETRE DES ABORDS

Le projet de création de deux Périmètre des Abords a pour objet de mettre en cohérence les espaces protégés au titre des abords des Monuments historiques et le périmètre du projet d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

3- ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

31- PREPARATION DE L'ENQUETE

31.1 – Concertation préalable (article R 123-9 du code de l'environnement).

Les modalités d'organisation de l'enquête publique ont été définies en concertation avec les services de la mairie de Pernes Les Fontaines

Les dates de l'enquête ont été fixées d'un commun accord le 30 Janvier 2019. Le nombre de permanences et leurs dates ont été déterminés par les services municipaux et acceptés par le Commissaire Enquêteur.

Des échanges, par messagerie électronique, ont eu lieu pour parfaire l'élaboration de l'arrêté municipal d'ouverture d'enquête publique et de l'avis d'enquête.

Le dossier d'enquête papier a été déposé en mairie.

Le dossier d'enquête a été mis en ligne sur le site internet de la commune www.perneslesfontaines.fr

Le dossier d'enquête a été remis au commissaire enquêteur par la mairie de PERNES LES FONTAINES le 30 Janvier 2019.

31.2-Opérations préparatoires du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur s'est rendu le 14 février 2019 à Pernes Les Fontaines. Il a vérifié l'affichage de l'avis d'enquête, vérifié, coté et paraphé le dossier d'enquête, ouvert le registre d'enquête, reconnu le local prévu pour l'accueil du public.

32- L'INFORMATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

32.1- L' information reçue du responsable du projet

Réunion de présentation du projet et sur le déroulement de l'enquête

Le 30 janvier 2019 en mairie de Pernes, le projet a été présenté au commissaire enquêteur au cours d'une réunion à laquelle assistaient :

- Monsieur Pierre GABERT, maire de Pernes, assisté de
- Monsieur Didier CARLE, 1^{er} adjoint,
- Madame Martine PENA, DGS.
- Madame Justine DESFOUR.
- Madame Isabelle MOULIS, chargée d'études.
- Monsieur François GONDRAN, DRAC.

32.2- Les visites sur le terrain

Le commissaire enquêteur a visité les lieux à l'issue de la réunion du 14 février 2019.

33- PUBLICITE DE L'ENQUETE

33.1 –L'avis au public et sa publication dans 2 journaux régionaux ou locaux (R.12311 al.1)

L'avis au public a repris les indications contenues dans l'arrêté municipal. Cet avis a été publié et affiché dans les conditions prescrites par le code de l'environnement et précisé à l'article 11 de l'arrêté municipal.

33.2Affichage par voie d'affiche et publication par internet(R.123-11-II)

En dehors de la mairie neuf sites ont été retenus, lieux habituels réservés à cette fin conformément à l'article 13 de l'arrêté municipal : l'annexe n°6 l'atteste. L'affichage de l'avis d'enquête a donné lieu à un certificat d'affichage établi par la mairie.

L'avis au public a également été :

- publié plus de 15 jours avant l'ouverture de l'enquête dans les quotidiens La Provence édition du 19 et le Dauphiné Libéré édition du 20 février 2019 et Vaucluse Hebdo n°3842 ;(annexe n°4)
- rappelé dans les 8 jours de l'ouverture de l'enquête dans les quotidiens Dauphiné Libéré et La Provence du 15 mars 2019. (annexe n°4)

33.3 Publication sur Internet (R.123-11-II)

L'avis d'ouverture d'enquête a été affiché sur le site internet de la commune : www.althendespaluds

34- L'INFORMATION DU PUBLIC

34.1 L'affichage de l'avis d'enquête

L'affichage de l'avis d'enquête a été effectué, conformément aux usages locaux à neuf endroits prévus à cet effet. L'attestation de main courante dressée le 19 février 2019 par le service de police municipale, en fait foi (annexe n°6).

34.2 Le dossier mis à la disposition du public

A été présenté ci-dessus (§ 21-2). Il est complet et recouvre l'ensemble des éléments essentiels que l'on est en droit d'attendre pour se faire une opinion éclairée de la question traitée.

Il convient, notamment, de noter la présence du fascicule regroupant l'avis des personnes publiques associées qui permet au public de prendre connaissance des observations suscitées par les projets soumis à enquête.

34.3- Les autres pièces entrant dans le dossier d'enquête

Le registre d'enquête : il a pour support un cahier de 19 feuillets composé par les services municipaux qui comporte les mentions réglementaires habituelles.

34.4 – L'information des propriétaires concernés

Les dispositions de l'article R 621-93 du Code du Patrimoine, prévoient que le commissaire enquêteur chargé de la conduite de l'enquête publique relative à la transformation des zones de protection de périmètre architectural en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine consulte, au cours de l'enquête publique, les propriétaires ou les affectataires des immeubles concernés par les mesures envisagées.

La dite consultation a été conduite auprès des personnes physiques et morales figurant dans le tableau ci-dessous :

Nom	Adresse	Monument
Association des œuvres paroissiales	Rue Porte Notre Dame – 84210 Pernes	Eglise Notre Dame Ermitage Chapelle Saint-Roch
Monsieur Jacques DE CAMARET	64 Impasse de la Vannee 84 330 CARO	Notre Dame des Grâces (Chapelle)
Monsieur Gilles DE CAMARET	57 Av Charles Tellier 78800 HOUILLES	Notre Dame des Grâces (Chapelle)
Monsieur Jocelyn CARTIER	Hôtel d'Anselme -84 210 Pernes	Hôtel d'Anselme
Madame Marie CORCELLE	23, Rue Montargue - 84 210 Pernes	Hôtel de Jocas

Nous reproduisons ci-dessous la lettre type qui leur a été adressée en recommandé avec accusé de réception

Pierre-Bernard FAGUET
Commissaire enquêteur
Mairie de PERNES-LES-FONTAINES
Hôtel de Ville
Place Aristide Briand
84 210 PERNES-LES-FONTAINES

Pernes le 18 février 2019

Association des œuvres paroissiales de Pernes
Presbytère
Rue Porte Notre Dame
84 210 PERNES-LES-FONTAINES

**LETTRÉ RECOMMANDEE AVEC
ACCUSE DE RECEPTION N°**

Objet : *Projet d'AVAP et de création de deux Périmètres Délimités des Abords
sur la commune de Pernes-les-Fontaines
Consultation des propriétaires de Monuments Historiques ou affectataires domaniaux
Ermitage Chapelle Saint-Roch
Eglises Notre Dame et Les Valayans*

Les dispositions de l'article R 621-93 du Code du Patrimoine, dont je vous prie de trouver une photocopie jointe, prévoient que le commissaire enquêteur chargé de la conduite de l'enquête publique relative à la transformation des zones de protection de périmètre architectural en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine consulte, au cours de l'enquête publique, les propriétaires ou les affectataires des immeubles concernés par les mesures envisagées.

Du lundi 11 mars 2019 au vendredi 12 avril 2019 inclus, se déroulera l'enquête publique relative
- au projet de la Ville de Pernes-les-Fontaines de révision et de transformation de sa Zone de Protection du Périmètre Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) en Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.
- au projet de Monsieur le Préfet de la Région SUD-PACA de création de deux Périmètres Délimités des Abords sur les « Monuments du centre historique et de l'ermitage Saint-Roch » et « l'église des Valayans ».

En vos qualités d'une part de propriétaire de la Chapelle Saint-Roch et d'autre part d'affectataire domaniale de l'église Notre Dame et de l'église des Valayans, monuments historiques concernés par le projet de Périmètres Délimités des Abords, vous êtes concernés par les dispositions réglementaires rappelées ci dessus.

En conséquence, j'ai l'honneur de solliciter votre avis et remarques éventuelles sur les dispositions envisagées par le projet mis à l'enquête. Pour la bonne forme il serait souhaitable que cel-ci me parvienne avant la fin de l'enquête soit le vendredi 12 avril 2019.

Le dossier complet d'enquête sera consultable pendant toute la durée de l'enquête, en Mairie de Pernes-les-Fontaines, aux jours et heures habituels d'ouverture et sur le site internet de la Ville www.perneslesfontaines.fr – rubrique vie pratique - habitat et urbanisme – AVAP.

Les moyens de m'adresser votre contribution sont les suivants :

- *directement, en me rencontrant, lors d'une des permanences que je tiendrais en mairie de Pernes, aux dates et heures suivantes :*
 - *le lundi 11 mars 2019 de 9H à 12H,*
 - *le mardi 19 mars 2019 de 9H à 12H,*
 - *le jeudi 28 mars 2019 de 14H à 17H,*
 - *le mercredi 3 avril 2019 de 15H à 19H,*
 - *le vendredi 12 avril 2019 de 13H30 à 16H.*
- *en la consignait sur le registre d'enquête publique tenu à la disposition du public en Mairie durant la durée de l'enquête*
- *par courrier postal à la Mairie de Pernes-les-Fontaines,*
- *par courriel à l'adresse enquete.publique.avap.pda@gmail.com*

Il va sans dire que je suis à votre disposition durant les permanences pour vous apporter les éléments d'information dont vous souhaiteriez disposer.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

B.FAGUET

35- LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Ouverture et clôture de l'enquête

L'enquête a été ouverte le 11 mars 2019. Elle s'est déroulée durant 33 jours consécutifs jusqu'au 12 avril 2019 inclus.

A la clôture de l'enquête, vendredi 12 avril 2019 à 16 heures 30, après la fermeture des locaux au public de la mairie, à l'issue de la dernière permanence du commissaire enquêteur, le registre d'enquête a été remis à Monsieur Pierre GABERT, maire de la commune de Pernes les Fontaines. Cette remise a été effectuée après qu'une photocopie de l'ensemble du registre d'enquête et des documents déposés ait été remise au commissaire enquêteur.

Permanences du commissaire enquêteur

Conformément à l'article 8 de l'arrêté municipal, le commissaire enquêteur a tenu ses permanences aux lieux, jours et heures prévus, soit :

Adresse	Date de permanence	Heures
Hôtel de ville	Lundi 11 mars 2019	9h à 12h
	Mardi 19 mars 2019	9h à 12h
	Jeudi 28 mars 2019	14h à 17h
	Mercredi 3 avril 2019	15h à 19h
	Vendredi 12 avril 2019	13h30 à 16h

Registre d'enquête

Au total, ce sont 9 remarques qui ont été portées sur le registre.

Ainsi que mentionné ci-dessus, le registre d'enquête a été laissé en mairie de Pernes Les Fontaines l'issue de la dernière permanence du Commissaire enquêteur après que celui-ci ait clos le dit registre.

Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales et réponse du responsable du projet.

Conformément aux prescriptions de l'article R123-18 du code de l'environnement, rappelées à l'article 9 de l'arrêté municipal, le commissaire enquêteur a rencontré Monsieur Pierre GABERT, maire de Pernes Les Fontaines le lundi 16 avril 2019. Il lui a présenté les observations écrites et orales du public ainsi que les siennes, consignées dans un procès-verbal de synthèse qu'il lui a remis. Un exemplaire du dit a été remis en mairie et le commissaire enquêteur en a conservé un deuxième exemplaire. (Annexe n°7).

Le mémoire en réponse du responsable du projet, nous est parvenu, par courriel 23 avril 2019. Les observations des personnes publiques associées et du public ainsi que les réponses de la commune de Pernes Les Fontaines sont analysées en pages suivantes.

41 AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Trente sept collectivités ou organisme ont été consultés. Douze réponses ont été réceptionnées dans le délai réglementaire de trois mois.

1-ETAT
En date du 18 Février 2019 (hors délai)
Avis favorable et reconnaissance de la haute qualité du dossier
Position de la Commune : La collectivité salue l'étroite collaboration avec les Services de l'Etat dans le cadre de l'élaboration du dossier.
Avis du commissaire enquêteur : sans commentaire
2- CONSEIL DEPARTEMENTAL
En date du 18 décembre 2018 : Lettre d'attente En date du 3 janvier 2019. Demande la modification de l'article S4-5 du règlement pour la hauteur de la clôture du collège Charles Doche. Demande la transmission du dossier approuvé de l'AVAP à l'issue de la procédure.
Position de la Commune Compte-tenu des contraintes réglementaires pouvant peser sur l'organisation du Collège Charles Doche, la collectivité donne droit à la demande de modification de l'article S4-5 du règlement qui précisera que la hauteur et le type de clôture imposés ne s'appliqueront pas au Collège, en raison de la vocation de cet établissement public scolaire. La collectivité ne manquera également pas de transmettre une version du dossier d'AVAP approuvé, s'il y a lieu,, au Conseil départemental.
Avis du commissaire enquêteur : Je prends acte
3- CHAMBRE D'AGRICULTURE DE VAUCLUSE
En date du 12 décembre 2018 Avis favorable.
1- S'inquiète des possibilités laissées aux exploitations de faire, sous conditions, des extensions limitées ou d'édifier de nouveaux bâtiments...et attire l'attention sur les dispositions de l'article S6-4-2 du règlement. 2- Même remarque pour l'article S7-4 du secteur de la Plaine comtadine 3- Réserve sur les dispositions de l'article 10 des dispositions générales du règlement
Position de la Commune La collectivité précise à la Chambre que le périmètre de l'AVAP ne concerne qu'une faible partie des terres agricoles de la Commune dont cet outil ambitionne de préserver les caractéristiques paysagères et que le règlement de l'AVAP encadre les modalités d'agrandissement des exploitations existantes. Quant à l'article 10 des dispositions générales du règlement, il est la traduction d'un des objectifs majeurs de l'outil mis en place pour protéger, conserver et mettre en valeur le patrimoine, y compris paysager et environnemental.
Avis du commissaire enquêteur : les réserves émises par la chambre d'Agriculture correspondent aux nécessités des exploitations agricoles. Il semble que cet aspect des incidences du dossier, par ailleurs très détaillé, soit sous estimé.

4 - CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE
En date du 15 janvier 2019
Avis favorable sans commentaires
<p>Position de la Commune :</p> <p>La collectivité prend bonne note de cet avis favorable et n'a aucune observation à formuler.</p>
5- REGION PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
En date du 20 novembre 2018
Accusé de réception
6 – GENDARMERIE NATIONNALE
En date du 15 janvier 2019 : aucune observation particulière
7 – SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
En date du 12 décembre 2018 ; sans observation
8 – CANAL DE CARPENTRAS
<p>En date du 14 Janvier 2019.</p> <p>regrette que la présence du Canal de Carpentras ne fasse pas l'objet de développements et de mesures spécifiques propres à atteindre et mettre en œuvres les objectifs de préservations et de mises en valeur par ailleurs souhaitées.</p> <p>Position de la Commune</p> <p>La collectivité précise à l'Association que l'ouvrage est protégé sur une partie de son linéaire inclus dans le périmètre des secteurs d'enjeux paysagers majeurs que sont les secteurs S3 « Ecrin paysager de la Nesque », S4 « Colline du Puy » et S5 « Entrées de Ville ».</p> <p>Néanmoins, la Commune prend note de la demande du Canal et propose de compléter le diagnostic patrimonial de l'AVAP par un « focus » destiné à présenter de manière détaillée les spécificités de cet ouvrage. Par ailleurs, la collectivité reconnaît qu'il serait en effet intéressant de protéger, conserver et mettre en valeur cet ouvrage unique de l'histoire Comtadine, par l'ajout d'un article dans le règlement de l'AVAP précisant les prescriptions pour le confortement des berges, l'entretien et l'aménagement des ouvrages de franchissement du Canal, la création de passerelles piétonnes et cyclables, du Pont-Canal, etc.</p>
<p>Avis du commissaire enquêteur ; compte tenu des spécificités de l'ouvrage, le commissaire enquêteur estime souhaitable que les précisions qui seront apportées au règlement fassent l'objet d'un accord préalable de l'association du Canal de Carpentras</p>
9-COMMUNES
<p>Mazan : sans observation en date du 8 janvier 2018</p> <p>Saint Saturnin les Avignon ; sans observation en date du 10 décembre 2018</p>
10 –SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DES SORGUES
Avis favorable en date du 14 janvier 2019

<p align="center">11 - PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES CONSULTEES AYANT FAIT CONNAITRE LEUR AVIS HORS DELAI (2)</p>
<p><i>Saint Saturnin</i></p>
<p><i>SCOT</i></p>
<p align="center">12 - PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES CONSULTEES N'AYANT PAS FAIT CONNAITRE LEUR AVIS-(23)</p>
<p align="center"> <i>Syndicat mixte de la Nesque ;</i> <i>Syndicat mixte d'Aménagement du Ventoux ;</i> <i>Syndicat mixte de Valorisation Forestière ;</i> <i>Syndicat Rhône Ventoux ;</i> <i>Le Thor ;</i> <i>Jonquières ;</i> <i>CAUE ;</i> <i>Monteux ;</i> <i>CCSC ;</i> <i>AURAV ;</i> <i>Chambre des métiers ;</i> <i>CRPF ;</i> <i>SNCF-RFF ;</i> <i>INAO ;</i> <i>ARS ;</i> <i>ENEDIS ;</i> <i>Althen ;</i> <i>Isle sur la Sorgue ;</i> <i>La Roque sur Pernes ;</i> <i>Carpentras ;</i> <i>Saint Didier ; Velleron</i> </p>

1-Monsieur Brice ALCOVERRO -84210 Pernes
<ol style="list-style-type: none"> 1- Recommande des actions de 'mise en valeur' d'un certain nombre de points singuliers de l'agglomération. 2- Propose une demande de classement au titre de l'UNESCO de la porte notre Dame et de la fresque de la Tour Ferrande.
<p>Position de la Commune Le projet d'AVAP/PDA constitue un outil de protection et de gestion du patrimoine dans toutes ses composantes architecturales, urbaines et paysagères, archéologiques et environnementales. Cet outil, qui s'impose à tous en tant que Servitude d'Utilité Publique dès son approbation, est fondé sur une connaissance détaillée du patrimoine et sur une reconnaissance des spécificités des lieux. Il porte à la fois sur le bâti et sur les espaces libres, publics et privés, dont il encadre le devenir. En cela, il constitue un projet-cadre de mise en valeur des singularités de la ville ancienne et de ses faubourgs dans son écrin paysager et des autres richesses patrimoniales de la commune. La collectivité précise à Monsieur ALCOVERRO que la Porte Notre-Dame et la Tour Ferrande sont déjà protégées au titre de Monuments Historiques Classés et que l'inscription sur la Liste des Biens UNESCO, qui n'apporterait aucune protection supplémentaire, ne s'avère pas adaptée à ce type d'édifices exceptionnels.</p>
<p>Avis du commissaire enquêteur : sans commentaire</p>
2- Monsieur Brice ALCOVERRO – 84210 Pernes
<p>émet des craintes quant à la réalisation de logements sociaux rue Victor Hugo</p>
<p>Position de la Commune L'interrogation de Monsieur ALCOVERRO ne relève pas de l'élaboration du document d'AVAP étant donné que tous les travaux dans la ville ancienne de Pernes-les-Fontaines sont soumis, conformément au Code de l'Urbanisme et du Code du Patrimoine, à autorisation par la stricte application du règlement de l'ex-ZPPAUP (dénommée depuis l'approbation de la Loi LCAP « Site Patrimonial Remarquable », qui préfigure l'AVAP</p>
<p>Avis du commissaire enquêteur : effectivement la question posée par Monsieur ALCOVERRO est 'hors sujet'</p>
3- Monsieur Bertrant SAUGUES - 84210 Pernes
<p>Trouve remarquable le projet d'AVAP/PDA mais redoute que sa mise en place ne nuise à la diversité des constructions alors que les bâtiments qui, aujourd'hui, sont considérés comme d'intérêt sont justement ceux qui sortaient de l'ordinaire lors de leur érection. Souhaite que l'étude remise soit largement accessible à la population pour l'éclairer et ainsi renforcer le civisme.</p>
<p>Position de la Commune La collectivité précise à Monsieur SAUGUES que l'AVAP a pour ambition de déterminer et prendre en compte les enjeux patrimoniaux majeurs sans toutefois figer ou empêcher toute créativité. Par ailleurs, le dispositif des AVAP-Sites Patrimoniaux Remarquables prévoit la possibilité de réunir la Commission Locale pour envisager tout projet très innovant ou exceptionnel, et le cas échéant, décider d'intégrer des adaptations mineures ou d'engager une révision dudit document d'urbanisme. Pour mémoire, la composition de cette instance consultative garantit une pluralité et une diversité d'intérêts et d'expertises : représentants de l'Etat, d'élus et de personnes qualifiées. Quant à la sensibilisation de la population, la collectivité mettra en place des expositions et des brochures de communication sur cet outil, s'il y a lieu dès son approbation, pour diffuser au mieux l'information et la réglementation applicable. Le service de l'urbanisme se tiendra également à la disposition de la population pour tous renseignements aux administrés concernant son application.</p>
<p>Avis du commissaire enquêteur : Réponse très complète</p>

4- Monsieur de Jacques DE CAMARET - 64 Impasse de la Vannee 84 330 CAROMB
Destinataire de la lettre aux propriétaires de bâtiments classés MH, il veut se renseigner sur les obligations qui découleront de la mise en place de l'AVAP. Souhaiterait que le porche de la chapelle Saint-Roch fasse l'objet de travaux d'entretien-restauration.
Position de la Commune Les édifices protégés au titre des Monuments Historiques, classés ou inscrits, ne sont pas soumis au règlement de l'AVAP, comme c'était le cas du règlement de l'ex-ZPPAUP. La collectivité prend note de la demande relative aux travaux de restauration de la porte de la Chapelle Notre Dame des Grâces (correction) qui, toutefois, ne concerne pas le projet d'AVAP/PDA.
Avis du commissaire enquêteur : Prend acte
5- Monsieur MOUNTION Charles - 27 place Dominique Corti 84 210 Pernes
souscrit, en qualité de représentant des riverains de la place Notre Dame et Dominique Corti, à la piétonisation de la place.
Position de la Commune La piétonisation de la Place Notre-Dame et Dominique Corti est un projet distinct de l'élaboration de l'AVAP. Cependant, menée en parallèle, elle répond aux mêmes enjeux de préservation et de mise en valeur patrimoniale de la ville de Pernes et de ses édifices les plus exceptionnels tels que la Collégiale, et tout particulièrement du quartier de l'église Notre-Dame-de-Nazareth, lieu d'implantation de la ville primitive, que l'outil AVAP ambitionne de préserver et valoriser.
Avis du commissaire enquêteur : Prend acte
6- M. et Mme ROURE 145 – Avenue de St Martin 84210 Pernes.
possèdent un hangar dont la charpente menace ruine. Ils souhaitent avoir l'autorisation d'enlever la toiture et laisser les maçonneries en l'état car la reconstruction à l'identique est trop onéreuse
Position de la Commune La remarque de Mr et Mme ROURE ne concerne pas les objets du projet d'AVAP/PDA. Néanmoins, la collectivité leur précise qu'à ce jour, une telle démolition devra faire l'objet d'un permis de démolir soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France au regard de la protection des abords des Monuments Historiques. Le service de l'urbanisme reste à leur disposition pour les guider dans ces démarches.
Avis du commissaire enquêteur Cette remarque ne concerne pas directement le contenu du dossier mis à l'enquête mais semble constituer un souci majeur de M. et Mme Roure

7- Mme Carine LENFANT –136 Traverse de la Broche - 84210 Pernes.
<p>juge le dossier très intéressant mais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'inquiète des possibilités de contrôle dont dispose la commune à travers son service de l'urbanisme - croit en la nécessité de sensibiliser la population - regrette certaines décisions de monsieur l'architecte conseil (pharmacie boîte à chaussure à proximité de la croix couverte, toiture de pool house en zinc)
<p>Position de la Commune</p> <ul style="list-style-type: none"> - La collectivité précise à Mme LENFANT que l'AVAP est un document d'urbanisme dont l'application est identique à celle du Plan Local d'Urbanisme et qu'à ce titre, ses règlements graphique et écrit devront être respectés sous peine de sanctions émanant du Code de l'urbanisme et du Code du Patrimoine. - Quant à la sensibilisation de la population, la collectivité mettra en place des expositions et des brochures de communication sur cet outil, s'il y a lieu dès son approbation, pour diffuser au mieux l'information et la réglementation applicable. Le service de l'urbanisme se tiendra également à la disposition de la population pour tous renseignements aux administrés concernant son application. - Enfin, malgré l'absence de lien avec la présente enquête publique, en ce qui concerne les interrogations soulevées par Mme LENFANT concernant l'autorisation d'une pharmacie ou d'une toiture en zinc sur le Cours Frizet, il est rappelé que la collectivité est tenue de respecter les avis conformes émanant de l'Architecte des Bâtiments de France dans les espaces protégés des abords des Monuments Historiques et de l'actuel Site Patrimonial Remarquable (ex ZPPAUP) en vigueur dans l'emprise duquel s'applique le règlement.
Avis du commissaire enquêteur : Prend acte
8- Mme MF JULIAN et sa soeur- 279 Chemin de Roumanille 84210 Pernes.
viennent se renseigner sur la constructibilité de terrains qu'elles possèdent sur la colline du Puy.
<p>Position de la Commune</p> <p>La collectivité précise que cette remarque concerne la procédure de révision du POS en PLU et non la présente enquête publique.</p>
<p>Avis du commissaire enquêteur</p> <p>Melle DESFOUR, responsable du service de l'urbanisme leur apporte, sur la demande du commissaire enquêteur, les renseignements demandés</p>
9- Mme REBKOWICZ Hélène - Route du Thor – Les Valayans - 84210 Pernes.
recherche des renseignements sur le PDA de l'Eglise des Valayans.

Remarques du commissaire enquêteur.

Aucune des remarques émises soit par les PPA soit par le public ne remet en cause l'utilité ou le bien fondé du projet. Cependant, l'extension du périmètre des réglementations nouvelles à la zone agricole est à l'origine de certaines inquiétudes.

En ce qui concerne, les remarques émises par les Personnes Publiques Associées il y a lieu de noter que les observations émises par la Chambre d'Agriculture font l'objet d'une réponse dilatoire qui ne semble pas de nature à donner pleinement satisfaction au monde agricole. Je pense qu'il ne serait pas inutile de donner des assurances au monde agricole en précisant ce point.

Pour ce qui du Canal de Carpentras, il semble évident de veiller à ce que les mesures nouvelles qui le réglementent soit parfaitement compatibles avec les impératifs et nécessités de fonctionnement et d'entretien de l'ouvrage.

DEUXIEME PARTIE

A- CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE PROJET D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

1-Rappel sur le projet soumis a enquête publique

11- L'économie générale du projet

11-1 Les objectifs affichés.

Le projet d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine affiche les objectifs suivants :

- se conformer aux dispositions de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement.
- déterminer un périmètre permettant de répondre aux nouveaux enjeux patrimoniaux et environnementaux
- adapter les règles aux enjeux de chaque secteur à protéger et à mettre en valeur.

Le projet de création de deux Périmètres des Abords.

Le projet de création de deux Périmètre des Abords a pour objet de 'mettre en cohérence' les espaces protégés au titre des abords des Monuments historiques et le périmètre du projet d'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

Remarque : l'objet de la création des Périmètres des Abords induit une liaison étroite entre l'AVAP et ceux-ci. Ce caractère de proche parenté est juridiquement ébréché par le fait qu'ils relèvent d'une maîtrise d'ouvrage distincte, la commune de Pernes Les Fontaines pour l'AVAP et l'Etat pour les Périmètres des abords. Sur le terrain cette distinction n'est pas perceptible.

Si pour respecter la réalité juridique il nous revient d'émettre un avis pour chacune des procédures mises en œuvre, la justification de ceux-ci fera l'objet d'un développement unique.

11-2 Evaluation du Projet

Le projet a été soumis à l'appréciation de la Commission Régionale du patrimoine et de l'Architecture lors de sa réunion du 5 juillet 2018.

A l'unanimité, les membres de la commission ont émis un avis favorable sur le projet d'AVAP présenté.

11-3 Evaluation des incidences sur le PLU.

L'AVAP constitue un ensemble de servitudes d'utilité publique annexé au Plan Local d'urbanisme.

Le règlement de l'AVAP est compatible avec les dispositions du Plan Local d'urbanisme.

Les dispositions de l'AVAP et notamment ses zonages et son règlement doivent être respectées par les dispositions du PLU. En cas de divergence, ce sont les dispositions les plus contraignantes qui s'imposent.

12 - Les mesures prévues.

Elles découlent de la conception assumée de l'AVAP laquelle est considérée comme :

- Un outil de protection et de mise en valeur du patrimoine
- Une démarche de projet visant à améliorer le cadre de vie et l'attractivité touristique
- Un document de référence qui recense l'intérêt patrimonial du bâti et des espaces.
- Une servitude d'utilité publique qui s'impose au PLU.

Les mesures mises en œuvre, dans le cadre de l'AVAP, se doivent d'être, de manière fine, adaptées aux réalités du terrain si bien que le règlement, permettant leur application, a nécessité le découpage de l'aire de leur application en huit secteurs :

- ville ancienne.
- faubourgs.
- entrées de ville.
- colline du Puy.
- écrin paysager de la Nesque.
- plaine comtadine fertile.
- les Valayans.
- campagnes dispersées.

Il en découle, tout naturellement, que le règlement, s'appliquant à chacun de ces secteurs, institue localement des dispositions adaptées à la recherche des objectifs poursuivis.

2- LE CADRE REGLEMENTAIRE DE L'ENQUETE

21- L'organisation de l'enquête

21-1. L'arrêté et l'avis d'ouverture d'enquête

L'arrêté et l'avis d'ouverture d'enquête ont été élaborés en concertation entre les services communaux et le commissaire enquêteur, en conformité avec les dispositions des articles R.123-9 et suivants du code de l'environnement. Notons que la mairie de Pernes les Fontaines apporte une attention toute particulière à l'aspect juridique de son action ce qui se traduit parfois par une rédaction très fouillée des documents qu'elle est amenée à publier.

21-2. La mise à disposition du dossier d'enquête publique.

Le dossier d'enquête a été remis au commissaire enquêteur par la mairie de Pernes les Fontaines le 30 janvier 2019.

Le dossier et le registre d'enquête, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, ont été tenus à la disposition du public aux heures d'ouverture de la mairie, conformément à l'article 7 de l'arrêté municipal.

Le dossier d'enquête complet a été mis en ligne sur le site internet de la commune www.perneslesfontaines.fr.

21-3 .Publicité de l'enquête

Les dispositions réglementaires de l'article R.123-11 du code de l'environnement ont été respectées :

- affichage de l'avis d'enquête à la mairie de Pernes les Fontaines 15 jours avant l'ouverture de l'enquête,
- avis publié dans le même délai (le 5 avril 2018)
- rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête dans deux journaux régionaux (les 19 février, 14 et 19 mars).

Le responsable du projet a procédé à l'affichage de l'avis, répondant aux caractéristiques et dimensions prévues par l'arrêté du 24 avril 2012 sur les sites communaux prévus pour l'information du public. Un certificat d'affichage a été établi par la mairie de Pernes les Fontaines (annexe n°6).

22- Le déroulement de l'enquête

La durée de l'enquête et les permanences.

L'enquête s'est déroulée pendant 33 jours consécutifs, du lundi 11 mars 2019 au vendredi 12 avril 2019 inclus.

Les permanences ont été, régulièrement, tenues aux dates et horaires portés dans l'avis d'enquête.

Clôture de l'enquête

Le registre des observations du public a été remis au commissaire enquêteur le jour de la clôture, et clos par celui-ci conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté municipal.

23- Dispositions prises à l'issue de la clôture

. Procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales et mémoire en réponse

Les observations des personnes publiques associées et du public ont été analysées individuellement. Conformément à l'article 9 de l'arrêté municipal, le commissaire enquêteur a présenté et remis un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales au maire de Pernes les Fontaines le 16 avril 2019 soit dans les 8 jours de la clôture de l'enquête.

Le mémoire en réponse a été réceptionné par le commissaire enquêteur le 23 avril 2019.

. Remise du rapport

Le rapport a été remis le 30 avril 2019 soit, dans le délai d'un mois après la clôture de l'enquête prévu par l'article 10 de l'arrêté municipal.

24- Les conditions générales de travail du commissaire enquêteur

L'accueil en mairie

Les conditions d'accueil se sont toujours révélées satisfaisantes et constructives.

Les responsables et agents de la mairie de Pernes les Fontaines et notamment Mademoiselle Justine DESFOUR, ont fourni au commissaire enquêteur l'aide et le soutien sollicités, facilité sa tâche et répondu, avec diligence et efficacité, aux questions posées et au travail demandé.

En conclusion, l'organisation et le déroulement de l'enquête publique ont respecté les dispositions réglementaires régissant l'enquête publique et celles de l'arrêté municipal du 11 février 2019 portant ouverture de l'enquête publique unique et fixant les conditions de son déroulement.

3- L'INFORMATION, LA PARTICIPATION ET L'EXPRESSION DU PUBLIC

31- L'INFORMATION DU PUBLIC

31.1- La composition du dossier d'enquête mis à la disposition du public

Les dossiers de création de l'AVAP et PDA, comprennent les pièces prévues par la réglementation dont nous rappelons ci-dessous les principales composantes :

La création d'une AVAP se fonde notamment sur les textes suivants :

- ✓ Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État. Chap. VI : De la sauvegarde du patrimoine et des sites (Articles 69 à 72).
- ✓ Décret n° 84-304 du 25 avril 1984 relatif aux zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU) : Articles 1 à 10
- ✓ Circulaire n° 85-45 du 1er juillet 1985 relative aux zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU).
- ✓ Décret n° 86-514 du 14 mars 1986 relatif aux ZPPAU et aux autorisations d'utilisation du sol. Tableau synthétique Art. 8.123-24, 8.123-32, 8.123-36, 8.313-14, 8.315-44-1, 8.315-45 et 46, 8.422-2 à 9, 8.422-11 et 12, R. 441-2 à 7, R. 441-7-6, R. 441-9, R. 441-11, R. 442-4-1 à 4-17, R. 443-7-1. R. 444-3.
- ✓ Loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur du paysage. Articles 1, 3 et 3-1
- ✓ Loi n° 97-179 du 28 février 1997 relative à l'instruction des autorisations de travaux dans le champ de visibilité des édifices classés ou inscrits et dans les secteurs sauvegardés. (Abrogation de l'article 69 et modification de l'article 71 de la loi du 7 janvier 1983)
- ✓ Décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) et à l'instruction de certaines autorisations de travaux.
- ✓ Circulaire du 4 mai 1999 relative aux conditions d'application du décret du 5 février 1999 relatif à la CRPS et à l'instruction de certaines autorisations de travaux.
- ✓ Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003
- ✓ Loi n° 2001-44 du 1er janvier 2001 modifiée par la loi n°2003-707 du 1er août 2003.
- ✓ L'ordonnance n°2004-178 du 20 février relative à la partie législative du code du Patrimoine. Livre 5, titre 2 et 3 de la partie législative du code du Patrimoine
- ✓ Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite loi Grenelle II, portant engagement national pour l'environnement, qui a institué les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) en remplacement des Zones de Protections du Patrimoine Architecture, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

Par délibérations du 24 juillet 2012 et 29 octobre 2015 le conseil municipal a décidé de prescrire la révision de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager en Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

31.2- L'information du public

Le dossier est très complet et contient des documents accessibles au public. La compréhension globale des principes généraux du projet est facilitée par la présence de documents accessibles : note de synthèse et des résumés non techniques.

Il ne semble pas inutile de noter, cependant, que le sujet traité n'est pas un sujet 'grand public' et qu'il est le fait de spécialistes rompus aux notions de patrimoine, d'art, monuments historiques.... Sa lecture intégrale nécessite des efforts et une constance qui ne sont pas dévolus à tout un chacun. Cette caractéristique a d'ailleurs fait l'objet d'une partie de l'observation n°7.

32- LA PARTICIPATION ET L'EXPRESSION DU PUBLIC

32.1- La concertation préalable à l'ouverture de l'enquête publique

La complexité, la diversité et la multitude des points d'application des questions traitées ne sont pas de nature retenir l'intérêt soutenu du public qui se résigne, dans la plupart des cas à s'en tenir à la notion générale de protection et de sauvegarde du patrimoine local.

Les moyens mis en œuvre au titre de la concertation préalable ont consisté en :

La mise à disposition d'un registre en mairie

La mise en place d'ateliers thématiques

La saisine du Comité Consultatif Tourisme-patrimoine-Culture.

La réception de courrier relatif au sujet traité.

S'il a été possible de répondre à diverses questions au cours de différentes réunions, le sujet traité n'a suscité aucune réaction écrite.

Il convient, en définitive, de reconnaître que tant la mairie que les auteurs de l'étude ont tout mis en œuvre pour informer et faire participer la population mais que la nature complexe et spécialisée du sujet traité a en, quelque sorte, annihilé l'expression écrite de réaction de la part du public qui approuve, d'une manière unanime, la recherche de l'objectif poursuivi mais n'estime pas avoir la compétence pour juger ou contester le détail des mesures envisagées.

32.2- La participation et l'expression du public durant l'enquête

La participation du public

Neuf remarques ont été consignées dans le registre d'enquête,

Leur nature est dans la droite ligne des observations formulées ci-dessus : soit elles font état de vœux en faveur de la sauvegarde et la conservation du patrimoine commun (observations 1,2,3,5&7) soit elles concernent des questions personnelles ne remettant pas en cause les objectifs poursuivis mais leurs incidences contraignantes sur des cas particuliers parfois sans rapport direct avec l'objet de l'enquête (observations n°6 & 8)

Les observations du public ont été analysées et synthétisées dans un procès-verbal remis au responsable du projet dans le but d'obtenir des réponses, de sa part. Le commissaire enquêteur a assorti de son avis les dites réponses.

Climat de l'enquête

L'enquête publique s'est déroulée dans un climat calme. Elle n'a été émaillée d'aucun incident qui aurait été constaté ou porté à la connaissance du commissaire enquêteur, de nature à gêner le bon déroulement de l'enquête.

Le public a eu la faculté de participer sans entrave à l'enquête publique, et ce dans un climat serein.

4-L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET

41- L'INTERET PUBLIC POURSUIVI PAR LE PROJET

Les améliorations attendues tant pour les conditions d'évolution du parc immobilier que pour le cadre de vie de la commune sont perçues par tous. Les critiques ne portent que sur des aspects secondaires des dispositions prévues.

42- LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX

Le projet repose sur un objectif de conservation et d'amélioration des enjeux environnementaux du patrimoine historique de la commune tant bâti que non bâti en y intégrant des objectifs économiques de développement durable grâce à la prise en compte de la préservation et de l'amélioration de l'attrait touristique de la ville de Pernes Les Fontaines

Le projet poursuit des objectifs qui relèvent, sans conteste, de l'intérêt général. Ces objectifs apparaissent réalistes, conformes à la législation en vigueur, respectueux de l'environnement et de nature à assurer un développement satisfaisant de la commune de Pernes Les Fontaines.

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Concernant le projet de création d'une

Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine

(AVAP)

Il est avéré que le projet poursuit des objectifs d'intérêt public en matière de développement équilibré de la commune de Pernes Les Fontaines.

Aucune des remarques exprimées ne met en cause le bien fondé de l'objectif poursuivi par la municipalité de Pernes Les Fontaines. Aucune incidence dirimante n'a été relevée tant par le public, les personnes publiques associées que le commissaire enquêteur.

En conclusion, l'enquête publique relative au projet présenté n'a fait apparaître aucune opposition ni réserve fondamentale

En conséquence, le commissaire enquêteur émet un

Avis Favorable

à la création d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine sur la commune de Pernes Les Fontaines

Cet avis n'est assorti d'aucune réserve ou recommandation.

Fait à Avignon le 25 avril 2019.

Le commissaire enquêteur,

Bernard FAGUET



AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Concernant le projet de création des

Périmètres Délimités des Abords de LES MONUMENTS DU CENTRE HISTORIQUE DE PERNES-LES- FONTAINES ET DE L'ERMITAGE SAINT ROCH ET DE L'EGLISE DES VALAYANS

le projet, qui complète et conforte la création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, poursuit des objectifs d'intérêt public en matière de développement équilibré de la commune de Pernes Les Fontaines

Aucune des remarques exprimées ne met en cause le bien fondé de l'objectif poursuivi par l'Etat qui vient épauler, par ce faire, l'action entreprise par la commune de Pernes Les Fontaines. Aucune incidence dirimante n'a été relevée tant par le public, les personnes publiques associées que le commissaire enquêteur.

En conclusion, l'enquête publique relative au projet présenté n'a fait apparaître aucune opposition ni réserve fondamentale

En conséquence, le commissaire enquêteur émet un

Avis Favorable

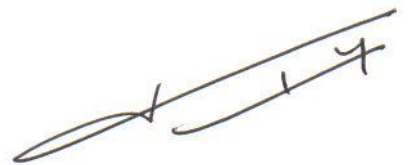
à la création des périmètres délimités des abords concernant l'Ermitage saint Roch et l'Eglise des Valayans

Cet avis n'est assorti d'aucune réserve ou recommandation.

Fait à Avignon le 25 avril 2019.

Le commissaire enquêteur,

Bernard FAGUET



LISTE DES ANNEXES

- 1 Décision du TA de Nîmes n E19000004/84
- 2 Arrêté de monsieur le Maire de Pernes – n°AR/31/2.1/2019-268 2018
- 3 Avis d'enquête
- 4 Publications de la presse
- 5 Lettre de consultation des propriétaires Monuments Historiques (PDA)
- 6 Certificat d'affichage de la police municipale
- 7 Procès-verbal des observations